

CONSULTATION PUBLIQUE CONCERNANT LA REALISATION DES RACCORDEMENTS FINALS FTTH SUR TOUT LE TERRITOIRE

A propos de la FFIE et de l'ANITEC



La **FFIE** – (Fédération française des intégrateurs électriciens) est une fédération professionnelle fondée en 1924, membre de la Fédération Française du Bâtiment.

Elle représente la moitié du secteur de l'intégration de solutions électriques avec 6.000 entreprises adhérentes, dont une large majorité de PME, et 100 000 actifs qui génèrent plus de 15 milliards d'euros de chiffres d'affaires.

Elle remplit une mission de représentation, de défense et de promotion des entreprises affiliées, à l'échelon national et européen. Les domaines d'intervention de ses professionnels sont nombreux : la gestion technique des bâtiments, la sécurité électrique, le confort thermique, les réseaux de communication, l'énergie, les automatismes, la maintenance électrique, les infrastructures de recharge des véhicules électriques (bornes IRVE), l'autoconsommation, le photovoltaïque, l'éclairage.

www.ffie.fr

Contacts

- Philippe Rifaux – Délégué Général
✉ p.rifaux@ffie.fr
- Adel Guediri – Ingénieur courants faibles
✉ a.guediri@ffie.fr
- Isabelle Hoyaux – Responsable des relations institutionnelles
✉ i.hoyaux@ffie.fr



L'ANITEC - (Alliance Nationale des Intégrateurs de TEChnologies connectées, sécurisées et pilotées) Elle est membre de la FFIE. C'est la première organisation professionnelle française regroupant les professionnels experts des métiers de l'information, de la communication, de la domotique et de l'ingénierie en sécurité électronique pour assurer la protection des personnes et des biens dans les bâtiments dits intelligents connectés et sécurisés.

www.anitec.fr

Contact

- Lilian Caule – Directeur technique
✉ l.caule@anitec.fr

QUESTION 1–RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous la synthèse établie par les services de l’Autorité des travaux d’état des lieux du groupe de travail «exploitation» ?

Nous partageons les conclusions de l’ARCEP.

Les modes de passation des marchés et les sous-traitances en cascade ne peuvent pas permettre de répondre aux prestations de qualité en termes de réalisation et de performance.

La formation des techniciens est également un point essentiel.

QUESTION 2–RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Concernant l’envoi par les opérateurs commerciaux des CRI enrichis et des CR STOC:

-ces flux d’informations sont-ils suffisamment exhaustifs (notamment: clichés avant/après des interventions, métadonnées) pour permettre aux opérateurs d’infrastructure de contrôler la réalisation des interventions?

-ces flux d’informations sont-ils suffisants pour le suivi des interventions ou doivent-ils être complétés par la mise en place d’autres outils? Détaillez le cas échéant,

-l’exploitation des données des CRI enrichis fait-il l’objet d’un contrôle systématique par l’OI? Détaillez en les modalités le cas échéant.

- prestations correctement rémunérées,
- engagement écrit par le technicien de réaliser un raccordement final fonctionnel et de qualité.
- En cas de défaut, réintervention sans surcout.

Peut-on légitimement réaliser des prestations conformes au guide OF de surcroît en exigeant des prestations « avant/après » à des prix anormalement bas ?

QUESTION 3–RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

La reprise de malfaçons est une étape indispensable dans la bonne exploitation des réseaux. Quel délai est imparti aux opérateurs commerciaux pour leur permettre d’intervenir et reprendre les défauts constatés ? Un processus de reprise des malfaçons partagé entre opérateurs vous apparaît-il nécessaire ? Quelles en seraient les modalités éventuelles, notamment en termes de délai ?

Un mauvais raccordement entraîne chez les abonnés une image négative envers les opérateurs. Cela justifie l’importance d’un travail étroit et justement valorisé en termes de délai et de coût entre l’opérateur et son prestataire.

La recette des installations en fibre optique par un organisme tiers COFRACé est indispensable pour éviter toute malfaçon.

Dans cette configuration (réintervention), il serait judicieux de réaliser des clichés avant/après des interventions, métadonnées).

QUESTION 4–RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les préconisations du recueil de spécifications techniques du comité d’experts fibre optique pour les armoires de rue, notamment dans l’utilisation de serrures et de clés triangles, vous paraissent-elles adaptées? Le cas échéant, quels éléments pourraient devoir être améliorés ou ajoutés aux armoires pour en améliorer l’exploitation?

La problématique des clefs est liée à leur mise à disposition le moment venu.

Pourquoi ne pas tester, le contrôle d'accès, et à titre d'expérimentation, dans une première étape, les serrures connectées..., solutions électromécaniques, pour certaines armoires.

Faire la comparaison entre plusieurs interventions annuelles, et l'investissement dès le départ dans ce type d'armoire, pour limiter les réinterventions.

QUESTION 5—RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les prototypes d'armoires de rue équipés du nouveau dispositif de brassage vous paraissent-ils mieux adaptés aux opérations de brassage et de dépose des cordons optiques? Ce nouveau dispositif de brassage devrait-il faire l'objet d'une normalisation par le comité d'experts fibre optique, y compris pour ce qui concerne la longueur des cordons optiques? Quelles seraient les conséquences de l'utilisation par les opérateurs commerciaux de longueurs différentes de cordons optiques selon le type d'armoires et d'opérateurs? Vous paraît-il nécessaire de généraliser ce nouveau dispositif de brassage, y compris pour des armoires déjà installées? Le cas échéant, quelles devraient être les modalités de reprise de ces armoires?

Au travers de cette consultation nous n'avons pas connaissance de prototypes d'armoires de rues. Pourrait-on disposer d'un complément de spécifications à cette consultation ? Quel sont les caractéristiques de propagation de la flamme de ces prototypes ?

Cependant, nous considérons par expérience qu'une augmentation de la taille des armoires avec, en plus, un pourcentage de réserve de 20% permet de réaliser un câblage structuré organisé.

QUESTION 6—RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quelles sont les différences et particularités (dans les matériels, les techniques) le plus souvent constatées sur le tronçon du raccordement final chez les opérateurs? Le cas échéant, quelles difficultés sont-elles susceptibles d'induire? Quels sont les éléments techniques du raccordement final qui doivent faire l'objet d'une harmonisation supplémentaire? Les échanges bilatéraux entre opérateurs vous paraissent-ils suffisants pour permettre de les améliorer ? L'organisation d'un atelier spécifique sur l'harmonisation des règles d'ingénierie entrant dans le raccordement final vous paraît-elle pertinente? Le cas échéant, quels sont les éléments et les modalités qui doivent être étudiées ?

Il conviendrait de :

- Faire un état du parcours à emprunter avant l'intervention.
- Percer correctement en suivant les recommandations de la norme UTE C 15-520 Installations électriques à basse tension - Guide pratique - Canalisations - Modes de pose - Connexions
- Systématiser l'utilisation d'un réflectomètre à la fin du raccordement pour prouver la bonne transmission des signaux optique
- Faire un état des lieux à la fin de l'intervention avec clichés

Les différences des matériels le plus souvent constatées sur le raccordement final concernent le non-raccordement au DTiO existant, le raccordement à un dispositif terminal optique, types de connexions, type de jarretières, boîtier additionnel fibre, câbles extérieurs posés en façade au lieu d'être fixés sous corniche ou goulotte donc plus exposés au UV et donc dégradé dans le temps malgré la nature de son enveloppe extérieure adaptée, ... ?

Ces divergences sont propres à générer des divergences d'accès aux services numériques (atténuation du signal, affaiblissement dus aux connecteurs, ...).

Plus largement, ces divergences sont susceptibles de freiner le maintien à domicile, la silver économie, le télétravail.

De plus, la mise en place d'un chèque numérique doit être soutenue.

L'incitation à la mise en place d'un tableau de communication si celui-ci n'est pas présent dans les logements doit être pour permettre une installation moderne.

La FFIE favoriser le PTO dans un tableau de communication.

Identifier s'il existe un tableau de communication équipé d'un DTiO.

QUESTION 7 à 11 : FFIE/ ANITEC ne sont pas concernées

QUESTION 12—RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quelles informations sont partagées par les opérateurs commerciaux en cas d'échec au raccordement, en particulier dans les cas d'échecs sur les infrastructures de génie-civil? Détaillez les modalités prévues entre l'OC et l'OI. Quelles informations doivent être ajoutées à ces flux d'échanges?

Problématiques retours terrain

- Cout tarifaire prestation/ temps, inapproprié aux réalités de terrain [On ne peut pas généraliser l'installation sur voie publique dans une ville, avec l'installation de la fibre en campagne ou en environnement dégradé en montagne par exemple]
- L'installateur est souvent seul [incompatibilité avec protection homme isolé], le tarif doit prendre en compte, le cout d'un EPI adapté ou la présence d'un 2^e homme
- domaine qui s'est développé rapidement et la formation et la compétence des techniciens n'est pas toujours optimale.

Des informations précises fiables et détaillées doivent être données par OC, estimation de la durée de travaux, étude de faisabilité.

Un travail préparatif des interventions est primordial entre l'OC et OI afin de faciliter les interventions à travers la mise à disposition des accès (clefs s'il y en a), la disposition du parcours, et la confirmation de l'heure exact d'intervention. Beaucoup d'interventions ont échoué car rendez -vous mal fixé, personne pour indiquer le lieu exact d'intervention (pour un ensemble d'immeuble) ...

Une rémunération au temps passé doit être envisagée et une prestation adaptée au cas par cas doit être envisagée.

QUESTION 13—RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Partagez-vous l'analyse de l'Arcep sur la qualité perçue des raccordements et l'existence d'interventions insatisfaisantes ? Quelles sont les solutions qui pourraient contribuer selon vous à assurer la qualité des raccordements à la fibre dans la partie privative? Quels sont les voies de recours mises en place par les opérateurs avec leurs abonnés en cas de dégradations ou malfaçons dans la réalisation des raccordements? Quels délais sont habituels constatés?

Le choix de l'intervenant doit faire l'objet d'une attention particulière de la part de l'opérateur télécom, avec un engagement écrit de l'intervenant pour réaliser un travail de raccordement final performant, avec test de réflectométrie à chaque intervention.

Avoir l'accord écrit du client sur les perçages à réaliser dans son logement.

La FFIE souhaite que la sous-traitance soit limitée à la sous-traitance de rang 2.

Nous souhaitons que les délais d'intervention soient réalistes et que les marchés ne soient pas pratiqués de façon anormalement bas.

La FFIE ne partage pas l'optique d'une certification de personnes ni d'entreprise. La FFIE soutient la qualification des entreprises.

QUESTIONS 14 à 17 : FFIE/ ANITEC ne sont pas concernées

QUESTION 18–RECUEIL DES REACTIONSDES PARTIES PRENANTESSUR UNE PROPOSITION

Ces coûts par typologies vous paraissent-ils pertinents? Si non, pourriez-vous indiquer, à la lumière des résultats détaillés dans le tableur Excel annexé à la consultation et à l'aide d'éléments objectifs et documentés, les unités d'œuvre dont les coûts ne vous semblent pas correspondre à la pratique et le coût moyen que vous leur attribuez?

Le modèle économique nous semble déséquilibré par rapport aux prestations à effectuer entre opérateurs et sous-traitants.

Cela incite à des prestations qui ne peut être viables et sont dégradées en termes de prestations.

QUESTION 19 : FFIE/ ANITEC ne sont pas concernées

QUESTION 20 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Quelles évolutions les acteurs anticipent-ils pour les coûts de réalisation des raccordements finals, notamment concernant la main d'oeuvre, le matériel et les charges ?

- Encourager, voire rendre obligatoire, la qualification des entreprises intervenant dans le raccordement final.
- Réévaluer les couts des interventions afin de s'assurer d'un travail de qualité.

QUESTION 21 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs envisagent-ils des besoins spécifiques pour les entreprises sur le segment du raccordement final qui impacterait le coût du raccordement final, par exemple le multi-accès ? Le cas échéant, comment ces besoins sont-ils pris en compte et comment sont-ils facturés ?

L'accès au multi-accès n'est pas pris en compte et donc non facturé de manière approprié, ceci au détriment de l'intervention

QUESTION 22 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Est-ce que les acteurs envisagent une facturation particulière pour les raccordements finals d'entreprise en FttH ? Si oui, sur quelle caractérisation objective entendent-ils s'appuyer ?

Si les acteurs envisagent une facturation particulière pour les raccordements finals d'entreprise en FttH, sur quelle caractérisation objective entendent-ils s'appuyer ?

Ceci nécessite un travail entre les organisations professionnelles des différentes parties prenantes.

QUESTION 23 - RECUEIL D'INFORMATIONS : FFIE/ ANITEC ne sont pas concernées

QUESTION 24 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Quelles sont les contraintes techniques qui limitent la longueur des raccordements finals (taille ou poids du touret de câbles, standardisation des fournitures, etc.) ?

Comment doit-être caractérisée la longueur maximale d'un raccordement final « standard » : une longueur de câble, un nombre d'infrastructures (chambres ou poteaux) à solliciter lors de la réalisation ou une combinaison des deux ? Est-ce que ce critère devrait être unique ou varier selon la typologie du raccordement final ?

Les acteurs sont invités à indiquer quelle approche ils utilisent, en précisant les valeurs des seuils retenus, et pourquoi. Ils sont également invités à transmettre à l'Autorité la proportion des raccordements concernés et des éléments de coût sur ces derniers.

Le contexte du lieu et les configurations de terrain impactent souvent les longueurs possiblement envisageables. Donc il est difficile d'imposer une longueur max.

QUESTION 25 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Estimez-vous souhaitable que l'Autorité promeuve une harmonisation des pratiques entre opérateurs d'infrastructures sur la caractérisation des raccordements « longs » ? Si oui, sur la base de quels paramètres et selon quelles modalités ? Si non, pourquoi ?

L'harmonisation des pratiques risque de ne pas s'appliquer sur certains terrains, par conséquent limiter au maximiser cette harmonisation afin de répondre aux exigences et particularités de certains terrains.

QUESTION 26 et 27 - RECUEIL D'INFORMATIONS : FFIE/ ANITEC ne sont pas concernées

QUESTION 28 - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Pour les raccordements « longs », le tarif de sous-traitance (flux n° 2) doit-il nécessairement être établi sur devis ? Vous paraît-il envisageable qu'il soit plutôt établi de manière forfaitaire ? Ou le cas échéant selon une métrique simple, comme la distance à vol d'oiseau entre le PBO et le local ? Quitte à ne garder qu'une très faible partie de cas plus exotiques sur devis ?

Il conviendrait de privilégier l'établissement de devis car plus adapté à la réalité de chaque zone territoriale de chantier.

QUESTION 29 - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les acteurs sont invités à exprimer, en la justifiant, leur position sur chacune des situations décrites ci-dessus :

- Situation a) : l'OC supporte l'intégralité des coûts du raccordement « long », ce qui suppose que ces derniers puissent être supportés par un seul acteur pour que l'intervention ait effectivement lieu ;
- Situation b) : les coûts sont supportés par une surfacturation de l'ensemble des raccordements « standards » du réseau, cela permet une participation de tous les acteurs sur le segment du raccordement final, mais cela implique que le tarif d'usage moyen d'un raccordement « standard » augmente ;
- Situation c) : les coûts sont reportés sur la masse des coûts PM-PBO et donc couvert par les tarifs d'accès PM-PBO, l'OI étant responsable de la position du PBO, il pourrait être cohérent que la différence avec les cas standards soit supportée par la desserte. Cela permet de diminuer le tarif d'usage des raccordements « longs », sans augmenter celui des raccordements « standards ».

La FFIE/ANITEC favorise la solution b)

- Situation b) : les coûts sont supportés par une surfacturation de l'ensemble des raccordements « standards » du réseau, cela permet une participation de tous les acteurs sur le segment du raccordement final, mais cela implique que le tarif d'usage moyen d'un raccordement « standard » augmente ;

La rémunération de chaque intervenant de manière juste permet d'éviter un travail à perte et la dégradation du travail réalisé et donc la réintervention coûteuse.

QUESTION 30 à 32 - RECUEIL D'INFORMATIONS : FFIE/ ANITEC ne sont pas concernées

QUESTION 33 (en domaine privé) - RECUEIL D'INFORMATIONS

(i) Quelles sont les principales difficultés techniques rencontrées en domaine privé lors de la réalisation du raccordement final ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.

(ii) Les acteurs sont invités à s'exprimer sur les coûts engendrés par ces raccordements finals : qui doit les supporter et comment doivent-ils être facturés ? Est-ce qu'il vous semble pertinent que ces derniers soient exclusivement portés par le client final ou, au contraire, supportés collectivement par les acteurs, par exemple au travers d'une péréquation de ces coûts sur l'ensemble des raccordements finals de la zone ?

(iii) Enfin, les acteurs sont invités à indiquer 1) celui qui en pratique établit le cahier des charges techniques de l'intervention et 2) celui qui en pratique réalise la remise à niveau des infrastructures d'accueil. Est-ce l'opérateur d'infrastructure qui exploite le réseau sur la zone, l'opérateur commercial qui, s'il agit en mode STOC, identifiera en premier les difficultés, ou le client final qui est responsable de la disponibilité des infrastructures d'accueil ?

- Faire un Etat du terrain avant intervention pour quantifier le cout de l'intervention.
- Adduction non adaptée,
- Goulotte cassée,
- Terrain non préparé (adapté) à recevoir les arrivée FO

Favoriser la solution de faire supporter les coûts engendrés par ces raccordements finals collectivement par les acteurs, de façon à ne pas freiner le déploiement

QUESTION 34 à 45 - RECUEIL D'INFORMATIONS : FFIE/ ANITEC ne sont pas concernées
